

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 98 — 980

[S - C - 98/29155]

**9 FEVRIER 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant désignation pour le Ministère de la Communauté française des supérieurs hiérarchiques compétents pour l'évaluation, le stage et le régime disciplinaire en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1996;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, notamment les articles 23, 51, 87, 88, 90 et 103;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 1997 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, notamment l'article 8;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 8 décembre 1997;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de concertation du Secteur XVII, donné le 21 octobre 1997;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 3 octobre 1997;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 26 janvier 1998,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sans préjudice de l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 1997 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, les agents figurant au tableau annexé au présent arrêté sont désignés en qualité de supérieurs hiérarchiques compétents pour l'évaluation, le stage et le régime disciplinaire en application des articles 23, 51, 87, 88, 90 et 103 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

**Art. 2.** Pour l'application de l'article 1<sup>er</sup>, les agents titulaires d'un grade de rang 13 ou 14 soumis à l'application de l'article 133 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, sont assimilés aux agents titulaires d'un grade de rang 12.

**Art. 3.** Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> et sans préjudice de l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 1997 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, les supérieurs hiérarchiques compétents pour les agents visés à l'article 10, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 mars 1997 portant création du service social des Services du Gouvernement de la Communauté française ainsi que pour les agents visés à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1991 instituant un délégué général aux droits de l'enfant et à l'aide à la jeunesse, sont :

1° en matière d'évaluation, l'agent titulaire d'un grade de rang 12 au moins et le fonctionnaire général délégués par le Secrétaire général;

2° en matière de stage, l'agent titulaire d'un grade de rang 12 au moins délégué par le Secrétaire général;

3° en matière disciplinaire, le fonctionnaire général délégué par le Secrétaire général.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

**Art. 5.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 février 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## Annexe

I. EVALUATION	
Agent soumis à l'évaluation	Supérieur hiérarchique immédiat et supérieur hiérarchique immédiat de rang 12 au moins compétents en application des articles 51, 87, 88 et 90 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française
1° agent titulaire d'un grade de rang 12.	1° les deux fonctionnaires généraux sous l'autorité effective desquels l'agent est le plus directement placé.
2° agent titulaire d'un grade de rang 10 ou 11.	2° L'agent titulaire d'un grade de rang 12 au moins sous l'autorité directe duquel l'agent à évaluer se trouve suivant la structure du service où il est affecté et le fonctionnaire général d'un rang supérieur au grade dont est titulaire le supérieur hiérarchique immédiat et dont l'agent à évaluer dépend le plus directement.
3° agent titulaire d'un grade de rang 27.	3° l'agent titulaire d'un grade de niveau 1 sous l'autorité directe duquel l'agent à évaluer se trouve suivant la structure du service où il est affecté et l'agent titulaire d'un grade de rang 12 au moins, supérieur au grade dont est titulaire le supérieur hiérarchique immédiat, et dont l'agent à évaluer dépend le plus directement.
4° agent titulaire d'un grade de rang 25 ou 26.	4° l'agent titulaire d'un grade de rang 27 ou, à défaut, d'un grade de niveau 1 sous l'autorité directe duquel l'agent à évaluer se trouve suivant la structure du service où il est affecté et l'agent titulaire d'un grade de rang 12 au moins, supérieur au grade dont est titulaire le supérieur hiérarchique immédiat, et dont l'agent à évaluer dépend le plus directement.
5° agent titulaire d'un grade de rang 22.	5° l'agent titulaire d'un grade de rang 27 ou, à défaut, d'un grade de niveau 1 sous l'autorité directe duquel l'agent à évaluer se trouve suivant la structure du service où il est affecté et l'agent titulaire d'un grade de rang 12 au moins, supérieur au grade dont est titulaire le supérieur hiérarchique immédiat, et dont l'agent à évaluer dépend le plus directement.
6° agent titulaire d'un grade de niveau 3 ou 4 ou d'un grade de rang 20 ou 21.	6° l'agent titulaire d'un grade de rang 22 ou, à défaut, d'un grade de rang 27 ou de niveau 1 sous l'autorité directe duquel l'agent à évaluer se trouve suivant la structure du service où il est affecté et l'agent titulaire d'un grade de rang 12 au moins, supérieur au grade dont est titulaire le supérieur hiérarchique immédiat, et dont l'agent à évaluer dépend le plus directement.
II. STAGE	
Stagiaire	Supérieur hiérarchique compétent en application de l'article 23 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française
1° candidat au niveau 1 ou 2+.	1° l'agent titulaire d'un grade de rang 12 au moins sous l'autorité directe duquel le stagiaire se trouve suivant la structure de l'administration à la disposition de laquelle il est mis.
2° candidat au niveau 2, 3 ou 4.	2° l'agent titulaire d'un grade de rang 22 ou, à défaut, d'un grade de rang 27 ou de niveau 1 sous l'autorité directe duquel le stagiaire se trouve suivant la structure de l'administration à la disposition de laquelle il est mis.
III. REGIME DISCIPLINAIRE	
Agent soumis au régime disciplinaire	Supérieur hiérarchique compétent en application de l'article 103 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française
1° agent titulaire d'un grade de rang 12, 15 ou 16.	1° le fonctionnaire général sous l'autorité duquel se trouve l'agent concerné.
2° agent titulaire d'un grade de niveau 2+, 2, 3 ou 4 ou d'un grade de rang 10 ou 11.	2° l'agent titulaire d'un grade de rang 12 au moins dont l'agent dépend le plus directement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 9 février 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 980

[S - C - 98/29155]

**9 FEBRUARI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende aanstelling, voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap, van de hiërarchische meerderen die bevoegd zijn voor de evaluatie, de stage en de tuchtregeling bij toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1996;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 23, 51, 87, 88, 90 en 103;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 1997 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 8 december 1997;

Gelet op het met redenen omkleed advies van het Hoog Overlegcomité van Sector XVII, gegeven op 21 oktober 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 3 oktober 1997;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 26 januari 1998,

Besluit :

**Artikel 1.** Onverminderd artikel 8 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 1997 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, worden de ambtenaren vermeld in de bij dit besluit gevoegde tabel aangesteld als hiërarchische meerderen die bevoegd zijn voor de evaluatie, de stage en de tuchtregeling bij toepassing van de artikelen 23, 51, 87, 88, 90 en 103 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

**Art. 2.** Voor de toepassing van artikel 1, worden de ambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 13 of 14 en die onderworpen zijn aan de toepassing van artikel 133 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, gelijkgesteld met de ambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 12.

**Art. 3.** In afwijking van artikel 1, en onverminderd artikel 8 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 1997 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zijn de hiërarchische meerderen die bevoegd zijn voor de ambtenaren bedoeld in artikel 10, lid 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 maart 1997 houdende oprichting van de sociale dienst van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, alsook voor de ambtenaren bedoeld in artikel 7, § 1, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1991 tot instelling van een algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind en bij de hulpverlening aan de jeugd in de Franse Gemeenschap :

1° inzake evaluatie, de ambtenaar die titularis is van een graad van ten minste rang 12 en de ambtenaar-generaal, die door de Secretaris-generaal worden afgevaardigd;

2° inzake stage, de ambtenaar die titularis is van een graad van ten minste rang 12 en door de Secretaris-generaal wordt afgevaardigd;

3° in tuchtzaken, de ambtenaar-generaal die door de Secretaris-generaal wordt afgevaardigd.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

**Art. 5.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 februari 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## Bijlage

I. EVALUATIE	
Ambtenaar die voor evaluatie in aanmerking komt	Onmiddellijke hiërarchische meerdere en onmiddellijke hiërarchische meerdere van ten minste rang 12 die bevoegd zijn bij toepassing van de artikelen 51, 87, 88 en 90 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap
1° ambtenaar, titularis van een graad van rang 12.	1° de twee ambtenaren-generaal onder wier werkelijk gezag de ambtenaar het meest rechtstreeks geplaatst is.
2° ambtenaar, titularis van een graad van rang 10 of 11.	2° de ambtenaar, titularis van een graad van ten minste rang 12, onder wiens rechtstreeks gezag zich de voor evaluatie in aanmerking komende ambtenaar bevindt volgens de structuur van de dienst waarvoor hij aangewezen is en de ambtenaar-generaal van een rang die hoger is dan de graad waarvan de onmiddellijke hiërarchische meerdere titularis is en van wie de voor evaluatie in aanmerking komende ambtenaar het meest rechtstreeks afhankelijk is.
3° ambtenaar, titularis van een graad van rang 27.	3° de ambtenaar, titularis van een graad van niveau 1, onder wiens rechtstreeks gezag zich de voor evaluatie in aanmerking komende ambtenaar bevindt volgens de structuur van de dienst waarvoor hij aangewezen is en de ambtenaar, titularis van een graad van ten minste rang 12, die hoger is dan de graad waarvan de onmiddellijke hiërarchische meerdere titularis is, en van wie de voor evaluatie in aanmerking komende ambtenaar het meest rechtstreeks afhankelijk is.
4° ambtenaar, titularis van een graad van rang 25 of 26.	4° de ambtenaar, titularis van een graad van rang 27 of, bij gebreke daarvan, van een graad van niveau 1, onder wiens rechtstreeks gezag zich de voor evaluatie in aanmerking komende ambtenaar bevindt volgens de structuur van de dienst waarvoor hij aangewezen is en de ambtenaar, titularis van een graad van ten minste rang 12, die hoger is dan de graad van de onmiddellijke hiërarchische meerdere, en van wie de voor evaluatie in aanmerking komende ambtenaar het meest rechtstreeks afhangt.
5° ambtenaar, titularis van een graad van rang 22.	5° de ambtenaar, titularis van een graad van rang 27 of, bij gebreke daarvan, van een graad van niveau 1, onder wiens rechtstreeks gezag zich de voor evaluatie in aanmerking komende ambtenaar bevindt volgens de structuur van de dienst waarvoor hij aangewezen is en de ambtenaar, titularis van een graad van ten minste rang 12, die hoger is dan de graad van de onmiddellijke hiërarchische meerdere, en van wie de voor evaluatie in aanmerking komende ambtenaar het meest rechtstreeks afhangt.
6° ambtenaar, titularis van een graad van niveau 3 of 4 of van een graad van rang 20 of 21.	6° de ambtenaar, titularis van een graad van rang 22 of, bij gebreke daarvan, van een graad van rang 27 of van niveau 1, onder wiens rechtstreeks gezag zich de voor evaluatie in aanmerking komende ambtenaar bevindt volgens de structuur van de dienst waarvoor hij aangewezen is en de ambtenaar, titularis van een graad van ten minste rang 12, die hoger is dan de graad van de onmiddellijke hiërarchische meerdere, en van wie de voor evaluatie in aanmerking komende ambtenaar het meest rechtstreeks afhangt.
II. STAGE	
Stagiair	Hiërarchische meerdere die bevoegd is bij toepassing van artikel 23 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap
1° kandidaat voor niveau 1 of 2+.	1° de ambtenaar, titularis van een graad van ten minste rang 12, onder wiens rechtstreeks gezag de stagiair zich bevindt volgens de structuur van het bestuur ter beschikking waarvan hij wordt gesteld.
2° kandidaat voor niveau 2, 3 of 4.	2° de ambtenaar, titularis van een graad van rang 22 of, bij gebreke daarvan, van een graad van rang 27 of van niveau 1, onder wiens rechtstreeks gezag zich de stagiair bevindt volgens de structuur van het bestuur ter beschikking waarvan hij wordt gesteld.

III. TUCHTREGELING	
Ambtenaar die aan de tuchtregeling onderworpen is	Hiërarchische meerdere die bevoegd is bij toepassing van artikel 103 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap
1° ambtenaar, titularis van een graad van rang 12, 15 of 16.	1° de ambtenaar-generaal onder wiens rechtstreeks gezag zich de betrokken ambtenaar bevindt.
2° ambtenaar, titularis van een graad van niveau 2+, 2, 3 of 4 of van een graad van rang 10 of 11.	2° de ambtenaar, titularis van een graad van ten minste rang 12, van wie de ambtenaar het meest rechtstreeks afhangt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende aanstelling, voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap, van de hiërarchische meerderen die bevoegd zijn voor de evaluatie, de stage en de tuchtregeling bij toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

### MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

[C - 98/14076]

**2 MAART 1998. — Koninklijk besluit betreffende het creëren van een bouwvrije zone achter de drempel van baan 25R op de luchthaven Brussel-Nationaal**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 1, 2 en 12 van het statuut van de Regie der Luchtwegen, gevoegd bij het koninklijk besluit van 5 oktober 1970 houdende omwerking van het statuut van de Regie der Luchtwegen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 maart 1981, nr. 240 van 31 december 1983 en nr. 425 van 1 augustus 1986;

Gelet op de wet van 26 juli 1962 betreffende de onteigeningen ten algemene nutte en de concessies voor de bouw van de autosnelwegen, gewijzigd bij de wet van 7 juli 1978;

Gelet op het kadastraal plan nr. 44.701 waarop in gele tint de percelen zijn aangeduid welke dienen verkregen te worden op het grondgebied van de gemeente Steenokkerzeel met het oog op de verwezenlijking van een bouwvrije zone achter de drempel van baan 25R op de luchthaven Brussel-Nationaal;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 november 1996 betreffende het creëren van een bouwvrije zone achter de drempel van baan 25R op de luchthaven Brussel-Nationaal;

Overwegende het openbaar nut en de noodzaak van de onteigening :

Overwegende dat de luchthaven Brussel-Nationaal slechts over één baan, met name baan 25L, beschikt voor precisielandingen in alle weersomstandigheden. Dat in weersomstandigheden met lage zichtbaarheid gepaard gaande met het gedeeltelijk of geheel buiten dienst stellen van baan 25L ingevolge defecte uitrustingen of dwingende onderhoudswerken, alle landende luchtvaartuigen moeten worden afgeleid naar buitenlandse luchthavens waardoor de exploitatie van de luchthaven herleid wordt tot het laagste operationeel minimum;

### MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

[C - 98/14076]

**2 MARS 1998. — Arrêté royal relatif à la création d'une zone libre de constructions derrière le seuil de la piste 25R à l'aéroport de Bruxelles-National**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 1<sup>er</sup>, 2 et 12 du statut de la Régie des Voies aériennes, annexé à l'arrêté royal du 5 octobre 1970 portant refonte du statut de la Régie des Voies aériennes, modifié par les arrêtés royaux du 31 mars 1981, n° 240 du 31 décembre 1983 et n° 425 du 1<sup>er</sup> août 1986;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction des autoroutes, modifiée par la loi du 7 juillet 1978;

Vu le plan cadastral n° 44.701 sur lequel sont indiquées en couleur jaune les parcelles devant être acquises sur le territoire de la commune de Steenokkerzeel en vue de la création d'une zone libre de constructions derrière le seuil de la piste 25R à l'aéroport de Bruxelles-National;

Vu l'arrêté royal du 13 novembre 1996 relatif à la création d'une zone libre de constructions derrière le seuil de la piste 25R à l'aéroport de Bruxelles-National;

Considérant l'utilité publique et la nécessité de l'expropriation :

Considérant que l'aéroport de Bruxelles-National ne dispose que d'une seule piste, à savoir la piste 25L, pour des atterrissages de précision dans toutes les conditions météorologiques. Que dans des conditions météorologiques à faible visibilité allant de pair avec la mise hors service partielle ou totale de la piste 25L à la suite d'équipements déficients ou de travaux d'entretien impératifs, tous les aéronefs à l'atterrissage doivent être déviés vers des aéroports étrangers, ce qui réduit l'exploitation de l'aéroport au plus bas minimum opérationnel;